

Contribution du consortium 2iE, INADES, IPD/AOS à l'atelier Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de formation rurale pour le développement »

\*\*\*\*\*

**Appuis à la construction d'une expertise nationale au sein de la filière riz et de la filière fruits et légumes au Burkina Faso pour l'élaboration de plans de renforcement de capacités des acteurs de ces deux filières**

Ouagadougou, mars 2008

**Ing. Michel YAMEOGO**  
Membre de l'équipe des  
facilitateurs du processus

E-mail : [yamic33@yahoo.fr](mailto:yamic33@yahoo.fr)

Tél : (+226) 50 36 71 08 / (+226) 70 22 79 42

## **Résumé**

Le Consortium des Institutions de formation CEFOC/GEE – INADES/Formation – IPD/AOS – CESA0, en partenariat avec l'Institut de la Banque mondiale, la Coordination du Programme d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorales financé sur un crédit de la Banque Mondiale et le Programme de Développement Agricole mis en œuvre par la GTZ ont mis au point de 2005 à fin 2007 un processus d'ingénierie pour l'élaboration de deux plans de renforcement des capacités des acteurs de la filière riz et de la filière fruits et légumes au Burkina-Faso. Ce processus est assorti d'une responsabilisation des acteurs des filières tant pour la construction des plans de formation que pour leur mise en œuvre à travers la mise en place de groupe d'ingénierie de formation dans chacune des filières.

## **Le Contexte**

Les réformes politiques et institutionnelles entreprises par le Burkina Faso depuis les années 90/91 ont été marquées entre autres par l'avènement de la Démocratie et de l'Etat de droits, le processus de décentralisation, le désengagement de l'Etat des secteurs d'activités non stratégiques et une nouvelle répartition des rôles entre l'Etat et les autres acteurs de développement, la promotion du secteur privé désormais considéré comme moteur de développement ...

Ces réformes politiques et institutionnelles ont induit une reformulation des différentes politiques sectorielles de développement. C'est ainsi qu'une Stratégie de Développement Rural (SDR) a été adoptée par le Gouvernement en décembre 2003 en tant qu'instrument de référence de la politique nationale de gestion des secteurs de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Foresterie (forêts, faune, pêches). Parmi les orientations fortes de la SDR, figurent :

- La redistribution des rôles et des responsabilités entre les acteurs de la politique agricole (l'Etat, le secteur privé, les organisations professionnelles agricoles) ;
- L'accroissement, la diversification et l'intensification des productions agricoles, pastorales, forestières, halieutiques et fauniques ;
- Le renforcement de la liaison production/marché ;
- L'accroissement et la diversification des sources de revenus ;
- Le renforcement des capacités des acteurs et la création d'un cadre institutionnel favorable

Une traduction concrète de ces orientations fortes de la SDR est le choix politique fait de promouvoir les filières agro-sylvo-pastorales porteuses en ce qu'elles contribuent à la sécurité alimentaire et génèrent des revenus substantiels pour leurs acteurs. L'élaboration en cours d'un Programme d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorales (PAFASP) et sa mise en œuvre avec l'accompagnement de la Banque mondiale tient de cette dynamique.

Dans cette phase conceptuelle du PAFASP, un volet important est le renforcement des capacités des acteurs, prévu au titre de la SDR, et fondé sur les acquis et les faiblesses relevées dans le cadre des expériences antérieures menées par différents projets. Ce volet est d'autant plus sensible que les nouveaux rôles dévolus aux différents groupes d'acteurs de la politique agricole ne sont pas encore bien connus.

C'est dans ce contexte global d'évolution de la politique de développement rural du Burkina, que les centres de formation que sont le CEFOC du Groupe EIER-ETSHER (2iE),

l'IPD/AOS, et l'INADES- Formation-Burkina ont convenu de s'organiser en Consortium en vue d'adapter leurs offres de formation continue aux nouveaux besoins des acteurs du monde rural. Dans cette dynamique ils bénéficient de l'appui technique et financier de l'Institut de la Banque Mondiale, de la coordination du PAFASP et du Programme de Développement Agricole de la GTZ pour conduire un processus pilote d'élaboration de plans de renforcement des capacités dans une logique d'accompagnement des acteurs de la filière riz et de la filière Fruits et légumes.

### **Le processus et ses étapes**

Les filières ciblées étaient dotées d'une représentation naissante (cas de la filière riz) où inexistante (cas de la filière fruits et légumes) au démarrage du processus d'ingénierie en 2005. Les analyses de besoins de formation antérieure avaient systématiquement été réalisés par une expertise extérieure aux acteurs des filières de même que les diagnostics de fonctionnement de ces filières. A l'aube du lancement de programmes conséquents d'appui à la mise en place de filières organisées comme le PAFASP il était important de mettre au point une démarche à la fois structurante en ce sens qu'elle allait permettre de poser la question de l'identification d'un groupe de personne en charge au sein de la filière des question de renforcement de capacité et qualifiante pour que ce groupe puisse être progressivement capable de diagnostiquer d'une part les difficultés rencontrées par chacune des filières mais aussi d'identifier les besoins en renforcement de capacité des différents groupes d'acteurs au sein des filières. Contrairement à la démarche classique d'analyse des besoins en formation, le processus mis en œuvre dans cette approche de recherche-action a été novateur par :

- La maîtrise progressive des problèmes des filières concernées par les facilitateurs du Consortium et les acteurs des filières au cours du processus d'ingénierie .
- L'élaboration de référentiels métiers pour les acteurs des filières concernées.
- La constitution de Groupes d'ingénierie par les acteurs des filières avec l'accompagnement des facilitateurs du Consortium ;
- La Co-construction du plan de formation par les Groupes d'ingénierie et les facilitateurs du Consortium ;
- La responsabilisation du Groupe d'ingénierie pour la mise en œuvre du plan de formation.

Les étapes qui ont jalonné ce processus sont :

- L'organisation d'enquêtes terrain auprès des acteurs de deux filières concernées pour appréhender les réalités du terrain, les difficultés et problèmes rencontrés,...Elles ont aidé au cadrage du processus ;
- La réalisation d'ateliers sur la clarification des rôles des acteurs des filières agro-sylvo-pastorales dans le but d'harmoniser les compréhensions des nouveaux rôles tels qu'ils sont définis par la nouvelle politique de développement rural.
- La tenue de deux ateliers filières (filière riz et filière fruits et légumes). Ils ont regroupé les différents groupes d'acteurs des deux filières ;
- La tenue de deux ateliers groupes d'ingénierie ;
- L'élaboration d'un plan de renforcement des capacités des acteurs, ainsi que d'un dispositif de financement et de suivi-évaluation.

### **Les enjeux du processus**

Les enjeux du processus sont les suivants :

- Deux plans de renforcement des capacités des acteurs des deux filières sont élaborés dans une démarche de co-construction par le Consortium-WBI et les acteurs des filières.
- Les acteurs des deux filières sont responsabilisés pour le mécanisme de mise en œuvre des plans de renforcement des capacités à travers des organes spécifiques que sont les groupes d'ingénierie.
- Les offres de formation des structures membres du Consortium sont renouvelées/enrichies et permettent de mieux accompagner à l'avenir la mise en œuvre des plans de renforcement de capacité.
- Les plans de renforcement de capacité sont partagés avec les élus des filières concernées, les établissements de formation, les structures d'appui aux filières (bailleurs, ministères d'appui) susceptibles d'accompagner la mise en œuvre des plans de renforcement de capacité ainsi élaborés
- Le Consortium est doté de capacités pour adapter la démarche (CENA) à d'autres filières/secteurs d'activités.

### **Les résultats obtenus**

Les principaux résultats obtenus au terme de ce processus sont les suivants :

- Une meilleure connaissance par les groupes d'ingénierie (environ 15 personnes identifiés au sein de chacune des filières) des rôles des acteurs du domaine agro-sylvo-pastoral ;
- Les référentiels de métiers et de fonction de la filière riz et de la filière fruits et légumes est élaboré ;
- Un plan triennal de renforcement des capacités des acteurs de la filière riz et de la filière fruits et légumes est disponible ;
- Deux groupes d'ingénierie (filière riz et filière fruits et légumes) sont créés pour prendre en charge les problèmes de formation des deux filières.
- Le PAFASP dispose d'une demande concrète de renforcement des capacités pour accompagner l'exécution de son programme et les résultats du processus d'ingénierie ainsi que les besoins en renforcement de capacité ont été partagés en fin de processus avec 80 représentants de structures d'appui, d'instituts de formation et de programmes de développement appuyant le développement des filières concernées.
- Une méthode pratique d'analyse des besoins en renforcement des capacités est mise au point et à été partagée avec des représentants de deux nouvelles filières d'élevage appuyée par le PAFASP.

### **Les enseignements tirés du processus**

Plusieurs enseignements peuvent être tirés du processus conduit par le consortium et l'Institut de la Banque mondiale :

- Le concept de renforcement de capacités prend tout son sens à travers cet exercice qui met bien en évidence d'une part les plans de formation utiles, et d'autre part les mesures d'accompagnement devant résoudre des problèmes qui ne sont pas de la

- formation. Si la plupart de ces problèmes ne sont pas résolus, la mise en exécution des seuls plans de formation ne sera pas suffisante pour dynamiser les filières concernées ;
- Promouvoir des filières agricoles suppose une maîtrise de l'ossature des filières, c'est-à-dire les acteurs directs et les acteurs indirects y opérant. Cette bonne connaissance des acteurs passe par la mise au point des référentiels métiers des acteurs de chaque filière et du schéma articulé de l'ensemble des acteurs.
  - La co-construction des plans de formation avec les groupes d'ingénierie et l'analyse des problèmes des acteurs par ces mêmes acteurs apparaissent comme l'alternative la plus viable pour assurer une responsabilisation des acteurs des filières dans le processus de renforcement de leurs capacités. Reste à présent à y veiller dans la mise en œuvre des plans de formation et la gestion des mesures d'accompagnement.

L'appropriation du processus et des résultats obtenus par les principaux acteurs de la promotion des filières, en l'occurrence le Ministère en charge de l'agriculture, les projets concernés et les acteurs des filières constituent une condition de succès de la valorisation de ses acquis.